



LA FRANCE S'ENGAGE - FONDS DE DOTATION

Siège social : 38, rue de la Folie Regnault - 75011 PARIS  
Fonds de dotation

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice de 9 mois clos le 31 décembre 2024

## LA FRANCE S'ENGAGE - FONDS DE DOTATION

Siège social : 38, rue de la Folie Regnault - 75011 PARIS  
Fonds de dotation

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice de 9 mois clos le 31 décembre 2024

Aux Administrateurs du Fonds de dotation LA FRANCE S'ENGAGE - FONDS DE DOTATION,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation LA FRANCE S'ENGAGE - FONDS DE DOTATION relatifs à l'exercice de 9 mois clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 8 avril 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 16 juin 2025

Le commissaire aux comptes

RSM France

Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Djamel Zahri  
Le 16/06/2025

ID: tx\_xYwgmDr1Xo8

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Djamel Zahri', is written over a light blue horizontal line.

Djamel ZAHRI

Associé



# LA FRANCE S'ENGAGE - FONDS DE DOTATION

États financiers

Exercice du 08/04/2024 au 31/12/2024

38 Rue DE LA FOLIE-REGNAULT , 75011, PARIS  
SIREN : 929057909

# États financiers

**Bilan actif**

	31/12/2024 (9 mois)			Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros %
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériels et outillages industriels					
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations et Créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>					
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
<b>Stocks et en-cours</b>					
Stocks et en-cours					
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>					
Avances et acomptes versés sur commandes					
<b>Créances</b>					
Bénéficiaires et comptes rattachés					
Créances reçues par legs ou donations					
Autres					
<b>Valeurs mobilières de placement</b>					
Valeurs mobilières de placement					
<b>Instruments de trésorerie</b>					
Instruments de trésorerie					
<b>Disponibilités</b>					
Disponibilités	263 957		263 957		263 957
<b>Charges constatées d'avance</b>					
Charges constatées d'avance					
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>263 957</b>		<b>263 957</b>		<b>263 957</b>
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>263 957</b>		<b>263 957</b>		<b>263 957</b>



**Bilan passif**

	31/12/2024 (9 mois)	
	Total	Total
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice		
<b>Situation nette (sous total)</b>		
Fonds propres consommables	257 279	
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>Total Fonds Propres (I)</b>	<b>257 279</b>	
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total Fonds Reportés et Dédiés (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total Provisions (III)</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	6 678	
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>6 678</b>	
Écarts de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>263 957</b>	

## Compte de résultat

	31/12/2024 (9 mois)	
	Total	Total
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<i>Cotisations</i>		
<b>Ventes de biens et services</b>		
<i>Ventes de biens</i>		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Ventes de prestations de service</i>		
<i>Dont parrainages</i>		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>		
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>	257 721	
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Contributions financières</i>		
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>		
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>		
<i>Autres produits</i>		
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>257 721</b>	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
<i>Achats de marchandises</i>		
<i>Variation de stock</i>		
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	6 721	
<i>Aides financières</i>	251 000	
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>		
<i>Salaires et traitements</i>		
<i>Charges sociales</i>		
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>		
<i>Dotations aux provisions</i>		
<i>Reports en fonds dédiés</i>		
<i>Autres charges</i>		
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>257 721</b>	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
<i>De participation</i>		
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>		
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>		
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>		
<i>Différences positives de change</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>		
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		
<i>Intérêts et charges assimilées</i>		
<i>Différences négatives de change</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>		
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)</b>		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>		
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>		
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>		
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		

	31/12/2024 (9 mois)	
	Total	Total
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>		
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	257 721	
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	257 721	
<b>EXCEDENT</b>		
<b>DEFICIT</b>		
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<i>Dons en nature</i>		
<i>Prestations en nature</i>	11 286	
<i>Bénévolat</i>		
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	11 286	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>		
<i>Prestations en nature</i>	11 286	
<i>Personnel bénévole</i>		
<b>TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	11 286	
(1) Redevances de crédit-bail mobilier		
(2) Redevances de crédit-bail immobilier		

# Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 263957.06 euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat de 0 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 9 mois, recouvrant la période du 08/04/2024 au 31/12/2024. Il s'agit du premier exercice social du fonds de dotation

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## **Règles et méthodes comptables**

### **Base de préparation des comptes sociaux**

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires). Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

#### **Immobilisations incorporelles**

##### **Amortissement**

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

#### **Immobilisations corporelles**

##### **Amortissement**

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### **Créances**

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

### **Dettes**

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

En vue de favoriser la création d'emplois, de biens et de services nouveaux, le Fonds de Dotation a pour objet exclusif, dans un cadre non lucratif, sans que les résultats ne puissent être distribués, et dans le cadre des dispositions prévues par l'article 238 bis, 4 du Code général des impôts :

- de verser des aides financières permettant la réalisation d'investissements tels que définis au 3 de l'article 17 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- de fournir des prestations gratuites d'accompagnement, n'ayant pas de caractère habituel,

à des petites et moyennes entreprises, telles qu'elles sont définies à l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 précité, relevant de l'article 1er de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et le cas échéant bénéficiant de l'agrément entreprise solidaire d'utilité sociale défini à l'article L3332-17-1 du code du travail.

Le Fonds de Dotation peut agir en France et l'étranger, dans les limites prévues par le 4 du 238 bis du code général des impôts et de la réglementation communautaire.

### Article 3. Moyens d'action

Afin de permettre la réalisation de son objet, le fonds mettra en œuvre tous les moyens qu'il jugera appropriés, dans le cadre des conditions prévues par l'article 238 bis, 4 du Code général des impôts et notamment :

- Affecter les ressources de sa dotation en vue de la réalisation de son objet,
- Avoir recours au mécénat sous toutes ses formes, par le Fondateur ;
- Attribuer des aides financières pour soutenir l'investissement notamment dans des actifs corporels et/ou incorporels, l'acquisition d'actifs ;
- Attribuer des aides financières destinées à la création, la reprise ou le développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire.
- accompagner des entreprises dans le développement de différents projets contribuant au développement et/ou à l'animation dans les territoires ;
- accompagner, par une expertise et un soutien technique, de nouvelles entreprises répondant à la définition des PME au sens communautaire, dans leur création et leur fonctionnement;

Les aides financières seront accordées sous forme de subventions, prêts ou cautions. Les aides financières et les prestations d'accompagnement réalisées seront obligatoirement gratuites et ne donneront lieu à aucune ristourne, rémunération ou contrepartie et seront compatibles avec l'un des règlements suivants ci-annexés aux présents statuts :

- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ;
- Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture ;
- Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie).

Le montant versé chaque année à une entreprise ne devra pas excéder 20% des ressources annuelles du Fonds de Dotation

## Les Faits Marquants :

Le fonds de dotation a été créé par la Fondation La France s'Engage avec une dotation consommable de

15 000 euros. La Fondation a également accordé sur l'année 2024 au fonds de dotation une dotation complémentaire de 500 000 euros.

## Fonds propres

### Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>					
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>					
<i>Ecarts de réévaluation</i>					
<i>Réserves</i>					
<i>Report à nouveau</i>					
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
<b>Situation nette (sous total)</b>					
<i>Fonds propres consommables</i>			515 000	257 721	257 279
<i>Subventions d'investissement</i>					
<i>Provisions réglementées</i>					
<b>Total</b>			<b>515 000</b>	<b>257 721</b>	<b>257 279</b>

Notes relatives aux postes du bilan

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
<b>DETTES FINANCIERES</b>				
Emprunts obligataires convertibles (1) (2)				
Autres emprunts obligataires (1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)				
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)				
<b>AUTRES DETTES</b>	6 678	6 678		
Fournisseurs et comptes rattachés	6 678	6 678		
Dettes sur legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
<b>État et autres collectivités publiques</b>				
Impôt sur les sociétés				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>6 678</b>	<b>6 678</b>		

- (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice :-  
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice :-  
(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Fournisseurs - Factures non parvenues	6 678		6 678	
Charges à payer - Divers				
<b>Total</b>	<b>6 678</b>		<b>6 678</b>	



## Autres informations

### Etat des avantages et des ressources en provenance de l'étranger

Le fonds de dotation n'ayant collecté aucune ressource provenant de l'étranger, il n'a pas établi d'état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger (EAR)

### Rémunération des commissaires aux comptes

#### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 3 780€

Honoraires des autres services : 0 €

### Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
<b>RESSOURCES</b>	<b>11 286</b>	
<i>Dons en nature</i>		
<i>Prestations en nature</i>	11 286	
<i>Bénévolat</i>		
<b>Total</b>	<b>11 286</b>	
<b>EMPLOIS</b>	<b>- 11 286</b>	
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mise à disposition gratuite de biens et services</i>		
<i>Prestations</i>	- 11 286	
<i>Personnel bénévole</i>		
<b>Total</b>	<b>- 11 286</b>	

Une convention a été signée avec la Fondation encadrant la mise à disposition à titre gratuit des locaux et de la marque, lesquels n'ont pas été valorisés dans les comptes. La gestion administrative et financière est cependant concernée par les CVN valorisées

A ce titre, il a été retenu comme méthode de valorisation de ces contributions la pondération du nombre des lauréats entreprises accompagnées en 2024 par le nombre total de lauréats accompagnés en 2024. Ce taux a été appliqué au coût de l'équipe concernée de la Fondation.